



3.1 – L'accompagnement de personnes en situation de précarité

Nom du projet L'accompagnement de personnes en situation de précarité. Service de guidance budgétaire

Numéro du projet - 3.1 -

Date

A) Porteur de projet – Identification & Partenaires

Identification du porteur de projet

Nom Maison de la Famille asbl

Forme juridique asbl

Siège social Rue de Liedekerke, 112 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode

Personne de contact Joëlle DEWALHENS, Directrice de l'asbl Maison de la Famille -
info@maisonfamille.be – 02/220 26 61

Partenaires du projet

Néant.

B) Conception du projet

Objectif(s) opérationnel(s) poursuivi(s) (Ordonnance organique Revitalisation urbaine du 06/10/16 – art.63, 1°)

Axe 3 - Actions favorisant la lutte contre la précarité dans les quartiers, l'accueil et l'accompagnement des groupes cibles les plus fragilisés et l'insertion socio-professionnelle dans des filières porteuses d'emploi particulièrement celles en lien avec l'aménagement du territoire et le logement, visées à l'article 60, alinéa 1er, 3° de l'Ordonnance, sont réalisées par les moyens suivants :

1° Actions ou opérations permettant la diminution de la consommation énergétique des ménages, particulièrement les plus fragilisés ;

2° actions ou opérations de financement et de subsidiation d'infrastructures permettant de lutter contre la précarité

Voir Arrêté du Gouvernement de la RBC relatif à la Politique de la Ville du 19/01/2017 – art 23, §3, 1°, 2°

Public-cible visé

Toute personne qui se trouve dans une situation financière qui ne lui permet plus d'assurer les dépenses de la vie quotidienne et qui, pour survivre, est de plus en plus confrontée à une situation de surendettement.

Le public visé est donc très large et diversifié : ménages, familles monoparentales, personnes isolées, pensionnées, primo-arrivants, personnes sans-abri, à la fois des personnes bénéficiaires d'une aide sociale ou d'une allocation de chômage mais également, des personnes sans revenu fixe et, de plus en plus, des travailleurs.



Description du projet & Résultats attendus *(Ordonnance organique Revitalisation urbaine du 06/10/16 – art.63, 2°)*

Contextualisation du projet

Il nous semble essentiel de revenir brièvement sur ce que recouvre ou peut recouvrir la « lutte contre la précarité ».

Nous nous basons sur la définition de la précarité comme l'« *absence d'une ou plusieurs sécurités permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs **droits fondamentaux**. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives* »¹.

Le **Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale** peut être considéré comme faisant référence en la matière vu qu'il a été créé par l'État fédéral, les Communautés et les Régions et a fait l'objet d'un accord de coopération signé par tous les Gouvernements et approuvé par tous les Parlements en Belgique. Son objectif est d'« *évaluer l'effectivité des droits fondamentaux des personnes² qui vivent dans des conditions socio-économiques défavorables : droit à un logement décent, droit à l'énergie, droit à la protection de la vie familiale, droit à la protection sociale, droit à la protection de la santé, ...* ».

Il identifie clairement l'**endettement et le surendettement et, de manière générale, les indicateurs monétaires, comme des indicateurs de pauvreté et de précarité**³, tout particulièrement lorsque les dettes sont liées à des coûts spécifiques en lien avec les droits fondamentaux comme le droit à la protection de la santé, le droit à l'éducation, le droit à un logement décent, etc.⁴

Les activités et le public du service de guidance budgétaire sont liés à plusieurs **infrastructures** existantes. Il convient tout d'abord de souligner que la Commune confie la réalisation du projet dans son ensemble à la Maison de la Famille asbl située rue Liedekerke, 112. Il s'agit d'une infrastructure dont l'objectif est de « *mener une action sociale globale en faveur des familles visant à prévenir les facteurs de précarisation et à développer la citoyenneté active en les encourageant à participer à la vie sociale, économique et culturelle* ».

Elle développe des activités diverses en rapport avec son objet social, de manière directe ou indirecte, et emploie 30 travailleurs dont deux sont affectés à la réalisation du projet proposé ci-dessous.

Par ailleurs, le service de guidance budgétaire lui-même est implanté au 51 rue de la Poste où il travaille en collaboration étroite avec le « Foyer Poste » situé au numéro 53 de la même rue, un des deux « Foyers » de l'association qui est un service d'accueil de jour, un lieu de convivialité et de rencontres entre générations et cultures favorisant le lien social.

Enfin, il travaille également avec plusieurs autres infrastructures communales comme la Prévention, les Logements communaux et différentes crèches implantées dans le quartier Nord et ailleurs.

Description du projet & résultats attendus

L'**objectif général** du projet est de lutter contre la précarité liée au surendettement, à la précarité des revenus et à la diminution de la capacité effective des publics cibles de pouvoir, entre autres, bénéficier de leurs droits fondamentaux qui en découlent.

En effet, l'argent est omniprésent dans quasi tous les actes de la vie quotidienne de tous les individus (nourriture, logement, chauffage, déplacements, etc.), quels que soient leur niveau social, leur situation familiale, professionnelle, leur origine culturelle.

Le principal constat est que l'endettement des usagers n'est pas toujours dû à des difficultés liées aux remboursements de crédits à la consommation mais également à des **problèmes financiers liés à la précarité des revenus** qui ne permettent plus de faire face aux dépenses de la vie quotidienne et d'assurer les **droits fondamentaux de la personne** (loyer, eau, gaz, électricité, santé, etc.), qu'il s'agisse du **RIS/chômage** mais également de **salaires très bas, de pensions très basses**. La précarité touche donc également ceux et celles qui travaillent.

1 **WRESINSKI Joseph**, *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*, Paris, journal officiel, 1987, p. 6. J. Wresinski est le fondateur de ATD Quart Monde.

2 En Belgique, les droits fondamentaux sont notamment définis dans la Constitution, articles 8 à 32.

3 Voir le projet « Indicateurs », notamment la partie liée aux aspects financiers : http://www.luttepauvrete.be/publications/indicateurs/indic_P2_financiers.pdf.

4 Pour davantage d'explications, voir notamment les liens suivants : http://www.luttepauvrete.be/chiffres_surendettement.htm -



Nous préconisons un **accompagnement individuel** où le rôle d'une assistante sociale sera davantage d'aider les usagers à établir des plans de paiements avec leurs créanciers, de vérifier qu'ils bénéficient des réductions et tarifs sociaux auxquels ils peuvent prétendre, de les soutenir moralement dans le processus d'apurement de leurs dettes, de les sensibiliser à la diminution de leur consommation énergétique ou, plus simplement, de recevoir l'écoute et le « coup de pouce » qui leur permettront par la suite de mieux gérer leurs dépenses, d'être plus attentifs au contenu de leurs factures ...

Par ailleurs, tous les citoyens évoluent dans des environnements administratif et financier de plus en plus complexes et non transparents pour l'utilisateur.

Il s'agit alors de leur fournir, via des **animations de sensibilisation et de prévention sur la gestion du budget**, les informations qui leur permettront de devenir conscients, pro-actifs et autonomes dans des domaines aussi divers que la gestion de son compte bancaire, l'alimentation sans gaspillage, la consommation et la concurrence en matière d'énergie pour bénéficier des tarifs les plus avantageux, etc.

Réalisations proposées – programmes envisagés

Accompagnement individuel

- Écoute et soutien de la personne.
- Bilan de la situation financière.
- Information quant aux droits et devoirs, tout particulièrement ceux liés aux droits fondamentaux.
- Guidance budgétaire afin d'aider à accroître la maîtrise et la gestion du budget.
- Contacts avec les créanciers de tous types et tout particulièrement les écoles, hôpitaux, fournisseurs de gaz & électricité, propriétaires, pour demander des décomptes et éventuellement des plans de paiement.
- Explications concernant les démarches et décomptes des créanciers.
- Explication du fonctionnement de certaines administrations.
- Analyse des consommations des ménages et sensibilisation à la diminution de leur consommation énergétique (électricité, chauffage, eau, logement, soins de santé, etc.).

Animations de sensibilisation et de prévention sur la gestion du budget dans la vie quotidienne

Des animations de sensibilisation et de prévention sont organisées sous différentes formes : ateliers, débats, séances d'information, projets, sorties, rencontres avec des personnes ressources.

Les thématiques suivantes sont abordées, la plupart en lien direct avec les **droits fondamentaux** reconnus par la Constitution :

- Chez soi (*droit à un logement décent et sensibilisation à la consommation énergétique*) : l'habitat, l'énergie, la lecture et la compréhension des factures, le quartier, les transports.
- Santé (*droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé, à l'aide sociale, médicale et juridique*) : informations sur les mutuelles, système de santé en Belgique, accès aux soins de santé, maisons médicales, ...
- Éducation et loisirs (*droit à l'enseignement et gratuité de celui-ci - droit à l'épanouissement culturel et social – droit aux prestations familiales*) : inscription et coût dans les crèches et les écoles, formation pour adultes, sensibilisation à la culture, accès au sport pour tous,
- Gérer ses comptes (*le droit à pouvoir disposer d'un compte bancaire* est de plus en plus admis comme faisant partie de la mise en œuvre des droits fondamentaux) : fonctionnement et coût d'une banque, ouverture d'un compte, ateliers pratiques d'informatique (utilisation PC Banking), virements, différence entre ordre permanent et domiciliation.
- Gérer ses dépenses : réflexion sur les différents postes du budget tels que l'alimentation, la téléphonie,⁵ ... mais également sur les mécanismes de consommation et la publicité.
- Crédit : informations sur les différents types de crédit, informations à lire et connaître avant de signer, groupes de soutien ...

⁵ Voir note 3.



Le projet vise-t-il à renforcer un projet existant ?

Oui. Il s'agit de poursuivre l'action qui a été initiée dans le cadre de la Politique des Grandes Villes au niveau fédéral en 2013.

Nous souhaitons poursuivre le projet en l'approfondissant dans la logique et les priorités définies par la nouvelle Politique de la Ville (Ordonnance et Arrêté) essentiellement pour deux motifs :

- 1/ le besoin des publics par rapport la nécessité d'un accompagnement individuel ;
- 2/ les résultats du projet entre 2013 et 2017.

Conditions de réussite

Néant.

Indicateurs (méthode d'évaluation envisagée)

Accompagnement individuel

- Nombre de rendez-vous, nombre de bénéficiaires occasionnels et réguliers, nombre de personnes confrontées à une situation de surendettement liée entre autres aux droits fondamentaux.
- Profils des bénéficiaires selon la nationalité, l'âge, le sexe, la situation familiale (seul, en couple, séparé, etc.), lieu de résidence (Saint-Josse, autre commune bruxelloise, ...).
- Origine des revenus des bénéficiaires.
- Accessibilité du service de guidance budgétaire : via quel canal les bénéficiaires ont-ils connu le service (infrastructures, réseau, amis, initiative personnelle, etc.).
- Nombre de bénéficiaires dont le surendettement a été stoppé (qui n'ont pas contracté de nouvelles dettes).
- Nombre de bénéficiaires qui ne sont pas devenus sans-abri grâce au règlement de dettes liées au logement et aux frais connexes (gaz, électricité, eau, etc.).
- Analyse de la part du budget consacré au remboursement de dettes.
- Capacité des bénéficiaires à (re-)devenir autonomes dans leur gestion financière et à mettre des priorités dans les dépenses du ménage.
- Autonomie dans la gestion de la vie quotidienne dans tous ses aspects.

Accompagnement collectif

- Nombre d'ateliers, débats, séances d'information, projets, sorties, rencontres avec des personnes ressources organisés & nombre de participants à chacun d'eux.
- Thématiques abordées tout particulièrement en relation avec les droits fondamentaux.
- Nombre de personnes bénéficiant d'un accompagnement individuel qui participent aux ateliers collectifs (= indicateur d'une rupture d'isolement dans laquelle se trouvent souvent les personnes endettées).
- Évaluation qualitative des progrès des participants en matière de connaissance des mesures sociales, fiscales, énergétiques, ..., en soutien à la vie quotidienne des ménages et des personnes isolées.



C) Budget provisoire et prévisionnel & intervenants financiers

BUDGET GLOBAL PROVISoire & PRÉVISIONNEL ET COFINANCEMENT :

Mode de financement :	Obtenu, demandé, à demander	Investisse- ment	Personnel	Fonctionne- ment	Total
PdV Phasing Out 2017	obtenu	/	80.000,00 €	/	80.000,00 €
PdV Phasing In	demandé	/	320.000,00 €	/	320.000,00 €
Autre financement	/	/	/	/	/
TOTAL		/	400.000,00 €	/	400.000,00 €

2 ETP niveau B pris en charge par Politique de la Ville

BUDGET PROVISoire & PRÉVISIONNEL D'INVESTISSEMENT DE DÉPENSES/ENGAGEMENT PROPRE À PDV PHASING IN :

	mi-2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Investissement							0,00 €
Personnel	50.000,00 €	70.000,00 €	100.000,00 €	100.000,00 €			320.000,00 €
Fonctionnement							0,00 €
Total	50.000,00 €	70.000,00 €	100.000,00 €	100.000,00 €	0,00 €	0,00 €	320.000,00 €

BUDGET PROVISoire & PRÉVISIONNEL DE LIQUIDATION PROPRE À PDV PHASING IN :

	mi-2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Investissement							0,00 €
Personnel	64.000,00 €	50.000,00 €	70.000,00 €	100.000,00 €	36.000,00 €		320.000,00 €
Fonctionnement							0,00 €
Total	64.000,00 €	50.000,00 €	70.000,00 €	100.000,00 €	36.000,00 €	0,00 €	320.000,00 €

D) Calendrier provisoire et prévisionnel

- Mars 2018 – 2019 – 2020 ➤ Évaluation annuelle et confirmation des axes et des priorités de travail
Premier semestre 2021 ➤ Bilan du projet dans le cadre de la Politique de la Ville 2017-2020



Guichet Primes

3.2 – Guichet Primes

Nom du projet Guichet Primes (Énergie)

Numéro du projet 3.2

Date

A) Porteur de projet – Identification & Partenaires

Identification du porteur de projet

Nom	Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode
Forme juridique	Commune (pouvoir public)
Siège social	Avenue de l'Astronomie, 12-13 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode
Personne de contact	Service de la Rénovation Urbaine – SRU – sru@stjosse.irisnet.be – cdemaeght@stjosse.irisnet.be

Partenaires du projet

Région : Contrat de quartier durable « Axe Louvain » (-> février 2018).

B) Conception du projet

Objectif(s) opérationnel(s) poursuivi(s) (Ordonnance organique Revitalisation urbaine du 06/10/16– art.63, 1°)

Axe 3 - Actions favorisant la lutte contre la précarité dans les quartiers, l'accueil et l'accompagnement des groupes cibles les plus fragilisés et l'insertion socio-professionnelle dans des filières porteuses d'emploi particulièrement celles en lien avec l'aménagement du territoire et le logement, visées à l'article 60, alinéa 1er, 3° de l'Ordonnance, sont réalisées par les moyens suivants :

1° actions permettant la diminution de la consommation énergétique des ménages, particulièrement les plus fragilisés.

Voir Arrêté du Gouvernement de la RBC relatif à la Politique de la Ville du 19/01/2017 – art 23, §3, 1°

Les objectifs poursuivis de ce projet sont :

- Réduire la facture énergétique des ménages ;
- Permettre aux ménages, en particulier les plus défavorisés d'obtenir des aides publiques pour leur habitat ;
- Améliorer la qualité du cadre de vie au niveau des logements (rénovation du bâti)
- Aider les ménages à avoir un environnement sain.